



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Administration de la gestion de l'eau

Direction
Référence : EAU/AUT/14/0373
Votre référence : RK/GK/gk
Dossier suivi par : Service autorisations - LT
Tél. : 24556-920 (08:30 – 11:30)
E-mail : autorisations@eau.etat.lu

	HG	UG	
AG	ENTREE LE		RK
Sect.	30 MAI 2017		
API	ENECO S.A.	ASVI	
ABII	ABIII	ABIV	ABV

Eneco S.A.
B.P. 83
L-5201 Sandweiler

Esch-sur-Alzette, le 29 MAI 2017

Requérant : Recyma S.A.

Objet : Gestion des eaux dans le cadre de l'agrandissement et de l'exploitation d'un dépôt pour déchets inertes à Hosingen

Localité : Hosingen

Commune : Parc Hosingen

Madame, Monsieur,

Par la présente je vous envoie la décision ministérielle. Veuillez noter qu'en date de ce jour une copie de la décision ministérielle a été transmise à l'Administration Communale du Parc Hosingen afin de procéder à l'apposé du certificat prévu à l'article 24, § 2 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

p.d.

Olivier Jeitz
Chef du Service Autorisations

Annexe :

- Décision ministérielle
- Documents vérifiés

1, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

Tél. : (352) 24 55 6 - 1
Fax : (352) 24 55 6 - 7920

TVA : LU18 87 76 07
www.waasser.lu

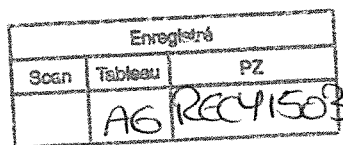
e-mail :
autorisations@eau.etat.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

La Ministre

Autorisation N°: EAU/AUT/14/0373



	HG	UG	CRK
AG	ENTREE LE		
Secr.	30 MAI 2017		
AB1	ENECO S.A.		ABVI
ABII	ABIII	ABIV	ABV

La Ministre de l'Environnement,

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et notamment son article 23 ;

Vu la demande du 25 mars 2014 présentée par la société Eneco S.A., 22, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, au nom de la société Recyma S.A., 7, rue Alcide de Gasperi, L-1615 Luxembourg, aux fins d'obtenir l'autorisation pour l'agrandissement et l'exploitation d'une décharge à ciel ouvert pour déchets inertes à Hosingen ;

Vu le dossier de demande, notamment les documents y afférents ;

Vu la proposition de l'Administration de la gestion de l'eau ;

Arrête

La société Recyma S.A. est autorisée à réaliser l'agrandissement et à exploiter une décharge à ciel ouvert pour déchets inertes à Hosingen, selon les modalités suivantes :

Conditions générales

1. Les travaux projetés doivent être réalisés selon les documents annexés, tels qu'ils ont été approuvés.
2. Il est interdit de déverser dans le milieu ambiant ou dans la canalisation publique des eaux et/ou des substances pouvant provoquer, dans le cours d'eau récepteur ou dans les eaux souterraines, une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux, ainsi qu'à compromettre leur conservation et leur écoulement.

En ce qui concerne le suivi qualitatif et/ou quantitatif des eaux souterraines

3. Le nombre de forages est limité à 4.
4. La profondeur autorisée des forages GWM1, GWM2, GWM3 et GWM4 est limitée à 30 mètres.
5. Il est vivement recommandé de réaliser les travaux de forage par une société de forage certifiée suivant DVGW W120 ou équivalent.
6. Des essais de pompage, conformément à la directive DVGW W111, sont à effectuer après la réalisation du forage. Ces essais de pompage permettront de définir la quantité d'eau qui peut être prélevée.
7. Un descriptif détaillé des couches géologiques rencontrées pendant les travaux de forage, y compris la situation hydrologique (présence d'eau souterraine, niveau(x) de(s) nappe(s), relations éventuelles entre deux différents niveaux, conditions captives, libres ou artésiennes, ...) est à remettre à l'Administration de la gestion de l'eau au plus tard un mois après la fin des travaux.

Bureau:

Adresse postale :
L-2918 Luxembourg

4, Place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

Tél. : (+352) 247-86824
Fax : (+352) 40 04 10

8. L'Administration de la gestion de l'eau (Division des eaux souterraines et des eaux potables) est à avertir par écrit ou par courrier électronique à l'adresse e-mail potable@eau.etat.lu deux semaines avant l'exécution des travaux.
9. Les responsables de l'Administration de la gestion de l'eau sont à avertir en cas de problèmes géologiques majeurs lors des travaux de forage (nappe artésienne, phénomène de gonflement, vides et crevasses, ...).
10. Les activités représentant un danger de pollution pour les eaux souterraines sont à proscrire dans l'environnement immédiat des forages. Les forages doivent être aménagés afin d'éviter toute infiltration d'eaux superficielles.
11. Aucune extraction significative de l'eau souterraine n'aura lieu.
12. En cas d'abandon des forages, un colmatage est à effectuer selon les règles de l'art par une firme spécialisée. L'Administration de la gestion de l'eau est à avertir par écrit en temps utile.

En ce qui concerne la gestion des eaux pluviales et des eaux usées

13. L'infiltration de toute eau potentiellement polluée est interdite.
14. Toutes les eaux usées sanitaires et ménagères produites à l'intérieur du conteneur bureautique sont à raccorder à une cuve étanche et sans trop-plein d'une capacité suffisante.
15. La cuve est à équiper d'un système de contrôle de niveau automatique.
16. L'aire de vidange de la cuve doit être construite de façon à éviter le déversement des eaux usées dans le milieu ambiant et le réseau des eaux pluviales en cas d'incident ou de fuite.
17. La cuve est à entretenir et les boues sont à vidanger régulièrement et aussi souvent que nécessaire par une entreprise compétente et dûment autorisée.
18. Les eaux pluviales en provenance de la surface multifonctionnelle, susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures, doivent passer par le séparateur d'hydrocarbures NG8 et sont à raccorder à une canalisation DN300 avant de s'infiltrer librement dans la décharge.
19. Les eaux pluviales en provenance de la toiture du bâtiment administratif et social sont à raccorder à la canalisation DN300 en aval du séparateur d'hydrocarbures NG8 avant de s'infiltrer librement dans la décharge.
20. Les eaux pluviales des surfaces circulables sont collectées dans un bassin de sédimentation servant à l'alimentation du système de lavage de pneus pour camions.
21. Le trop-plein du bassin de sédimentation est équipé d'un séparateur d'hydrocarbures NG20 et d'un débourbeur d'une capacité de 5000 L.
22. Les eaux en provenance du trop-plein du bassin de sédimentation passent par une canalisation DN200 et sont déversées librement vers le cours d'eau « Léierbech ».
23. Les eaux pluviales provenant de la décharge sont acheminées via des fossés ouverts vers 4 bassins de rétention RB1, RB2, RB3 et RB4.
24. Chaque bassin de rétention est précédé d'un bassin de décantation équipé d'une paroi siphonée permettant de retenir des matières flottantes.
25. Les bassins de rétention sont à équiper d'une vanne de sécurité permettant de retenir les eaux en cas d'incident.
26. Les eaux pluviales provenant du bassin de rétention RB1 d'une capacité minimale de 1.635 m³ et d'un débit maximal de 241 l/s sont à raccorder via un fossé ouvert au cours d'eau « Léierbech ».

27. Les eaux pluviales provenant du bassin de rétention RB2 d'une capacité minimale de 1.544 m³ et d'un débit maximal de 90 l/s sont à raccorder via un fossé ouvert au cours d'eau « Léierbech ».
28. Les eaux pluviales provenant du bassin de rétention RB3 d'une capacité minimale de 1.684 m³ et d'un débit maximal de 128 l/s sont à raccorder via un fossé ouvert au cours d'eau « Happerbach ».
29. Les eaux pluviales provenant du bassin de rétention RB4 d'une capacité minimale de 874 m³ et d'un débit maximal de 81 l/s sont à acheminer vers un pré humide adjacent où ils pourront se déverser librement.

En ce qui concerne les séparateurs d'hydrocarbures

30. Toutes les eaux polluées ou susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures, doivent être traitées par un séparateur d'hydrocarbures NG8.
Le séparateur d'hydrocarbures doit être conçu et réalisé selon les normes EN 858-1 et EN 858-2 ou une norme équivalente et de façon à ne pas dépasser dans l'effluent rejeté une teneur en hydrocarbures de 10 mg/L. Il doit être muni d'une fermeture automatique lorsque le niveau maximal de liquides séparés est atteint. Il doit être muni d'un regard séparé placé en aval de l'installation de séparation, permettant la prise d'échantillons des eaux évacuées et de vérifier le bon fonctionnement de l'installation.
L'installation doit toujours être maintenue en bon état de fonctionnement et vidangée aussi souvent qu'il est nécessaire. Les boues et les liquides retenus sont à considérer comme déchets dangereux et à éliminer en conformité avec la législation applicable en la matière.
31. Les effluents des séparateurs d'hydrocarbures vers le cours d'eau récepteur ne doivent provoquer dans le cours d'eau aucune coloration ou formation de mousse et ne doit pas contenir des graisses, des huiles ou d'autres substances à effet nocif pour la flore et faune aquatiques.
32. La canalisation de rejet à la sortie des séparateurs d'hydrocarbures doit être pourvue d'un point de mesurage et de prélèvement d'échantillons. Ce point doit être implanté dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser les mesures et le prélèvement des échantillons représentatifs de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
33. Le point de prélèvement d'échantillons doit être aménagé de manière à être aisément accessible aux agents de contrôle.
34. En cas de dépassement des normes de rejet prescrites, d'un non-fonctionnement des séparateurs d'hydrocarbures ou d'autre incident grave mettant en jeu l'état de l'eau conformément à l'article 5 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, toutes les dispositions doivent immédiatement être prises pour contenir la pollution (avertir l'Administration des services de secours, tél.: 112). L'exploitant doit avertir dans les meilleurs délais l'Administration de la gestion de l'eau par courrier et courrier électronique à l'adresse e-mail protection@eau.etat.lu.
35. Un contrôle du bon fonctionnement et le cas échéant un entretien des séparateurs d'hydrocarbures est à effectuer par un organisme agréé, indépendant et compétant dans le domaine au moins chaque deuxième année. Un rapport de cette intervention est à envoyer à l'Administration de la gestion de l'eau.

En ce qui concerne la phase chantier

36. Les tonneaux et bidons contenant des produits chimiques doivent être placés à l'intérieur ou au-dessus d'une cuve. Cette cuve doit être imperméable aux produits stockés et à l'eau et doit avoir une capacité d'au moins la moitié de la capacité totale des produits qu'elle peut contenir. Des matériaux absorbants doivent récupérer d'éventuelles pertes lors des opérations de transvasement. Les matières absorbantes ainsi imprégnées doivent être éliminées en tant que déchets dangereux.

37. Des toilettes en nombre suffisant doivent être mises à la disposition des personnes occupées sur le chantier. Les mesures suivantes sont à prendre :
Les eaux usées sanitaires doivent, soit être évacuées vers le réseau d'égout public pour eaux usées conformément au règlement communal sur la canalisation, soit être recueillies dans une citerne étanche dépourvue d'un trop-plein.
Les eaux usées de toilettes chimiques doivent obligatoirement être recueillies dans une citerne étanche dépourvue d'un trop-plein. Les citernes prémentionnées doivent être vidangées régulièrement et chaque fois qu'il y a nécessité par une entreprise autorisée à cet effet.
Les produits chimiques utilisés dans des toilettes chimiques ne doivent pas contenir des substances difficilement biodégradables telles que le formaldéhyde ou des détergents cationiques.
38. Toutes les eaux de fouille ainsi que les eaux de surface souillées par des matières inertes peuvent être évacuées :
- vers le cours d'eau récepteur, à condition de ne pas contenir des substances polluantes, de respecter une teneur maximale des matières en suspension de 100 mg/L et de représenter un débit inférieur à 15% du cours d'eau récepteur.
 - de manière diffuse sur les terrains du requérant, à condition de ne pas contenir des substances polluantes et de respecter une teneur maximale des matières en suspension de 100 mg/L. Toute évacuation diffuse sur les terrains du requérant ne doit engendrer aucun dommage à des tiers.
 - vers la canalisation pour eaux pluviales de la commune, à condition de ne pas contenir des substances polluantes et de respecter une teneur maximale des matières en suspension de 100 mg/L. Tout raccordement à la canalisation communale pour eaux pluviales est à clarifier au préalable avec l'Administration communale territorialement compétente.
- En cas de besoin et afin de respecter les conditions énoncées précédemment, un bassin de décantation de capacité appropriée est à aménager.
39. Le ravitaillement des engins/équipements de chantier doit se faire sur une (des) aire(s) étanche(s) aux hydrocarbures et permettant de recueillir des fuites ou pertes éventuelles.

L'Administration de la gestion de l'eau doit être informée du commencement et de l'achèvement des travaux.

L'autorisation devient caduque lorsque les installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés

- n'ont pas été commencés, achevés ou mis en service dans un délai de deux ans ;
- ont chômé pendant deux années consécutives ;
- ont été détruits ou mis hors d'usage par un accident quelconque ou
- ont été déplacés ou ont subi une transformation ou extension.

Cette autorisation couvre uniquement les aspects en rapport avec la protection et la gestion des eaux. Elle ne dispense pas de l'octroi d'autres autorisations éventuellement requises par l'application d'autres textes réglementaires.

Une copie de la présente sera adressée à l'Administration Communale du Parc Hosingen.

Luxembourg, le **24 MAI 2017**

Pour la Ministre de l'Environnement



André Weidenhaupt
Premier Conseiller de Gouvernement

Contre la présente décision un recours est ouvert devant le tribunal administratif qui statue comme juge du fond. Le recours doit être introduit, sous peine de forclusion, dans un délai de 40 jours à compter de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la cour.

Documents annexés :

- Dossier de demande selon la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés
- Plan n° RECY1005-202a : Lageplan der Infrastrukturen mit Entsorgungsleitungen ; Schmutzwasser über Ölabscheider
- Plan n° RECY 1503-310c : Infrastrukturen im Eingangsbereich
- Plan n° RECY1204-321 : Regenrückhaltebecken RB1 & RB2 und Schlammfänge Lageplan
- Plan du 01/12/2016: Wassermanagement
- Plan n°RECY1005-210: Prinzipschnitte Folienverlegung Absetzbecken
- Plan n° RECY1503-315a: Prinzipschnitt Rückhaltebecken mit Auslaufbauwerk und Schlammfang
- Plan n° RECY1204-323 : Regenrückhaltebecken RB1 & RB2 und Schlammfänge ; Details
- Plan n° RECY1501-505 : Regenrückhaltebecken RB3 & RB4 und Schlammfänge ; Details
- Plan n° RECY1501-501: Übersichtsplan Becken und Umfahrungsweg
- Mémoire technique du 03/09/2015
- Plan n° RECY1405-301 : Grundwassermessstellen
- Plan n° RECY1405-302 : Lageplan Grundwassermessstellen mit Angabe Grundwasserstand 15.09.2014